

LIBRE DÉBAT

ECHO au groupe des «retraités ordinaires»

Dans «Le Soir Retraite» du 11 avril 2017, un «libre débat», qui avait pour titre «Un groupe de «retraités ordinaires», lance un appel aux pouvoirs publics», signé Kamel Mamer. Cette contribution n'a pas laissé de marbre un fidèle lecteur du Soir d'Algérie qui abonde dans le même sens.

Avec aussi tous les remerciements pour l'équipe du *Soir d'Algérie* et plus pour M. Djillali Hadjadj et sa volonté indéfectible qu'il déploie dans le sens juste et noble. Et aussi dans le vrai sens des valeurs inscrites sur le fronton de la République algérienne démocratique et populaire (...démocratique et populaire...). Malheureusement, chez bon nombre d'autres responsables, par leur manque de loyauté, ils trahissent leur propre conscience et de là toute injustice leur paraît juste et loyale.

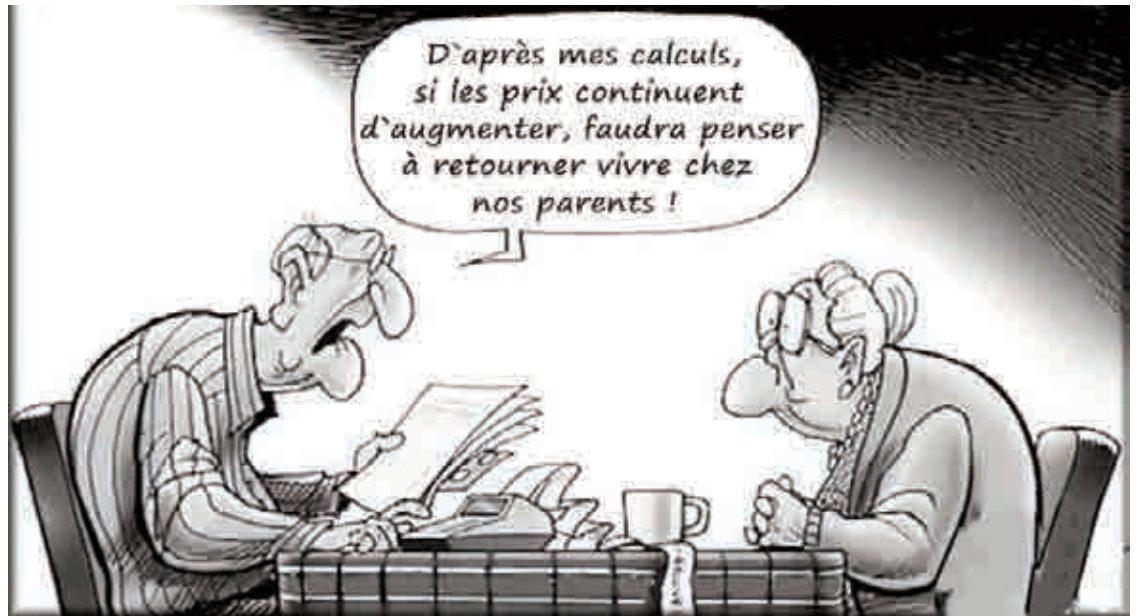
Cher concitoyen, permettez-moi d'attirer votre bonne attention sur le domaine très large en matière de sécurité sociale pour ne pas focaliser les retraités et tous les assurés sociaux sur un unique sujet de la revalorisation annuelle des pensions.

Enfin c'est toujours une bonne observation auquel je ne peux demeurer insensible. Pour cette

bonne raison et avec mon état d'esprit de sagesse, de raison et de justice sociale, je dois contribuer aux côtés de ce groupe de «retraités ordinaires» car l'union fait la force.

L'essentiel de mon sujet c'est d'élargir les droits des retraités en particulier et ceux des assurés sociaux en général qui sont complètement bafoués et même ignorés par certains décideurs qui utilisent le pouvoir que leur attribue la constitution pour une force. Dans un autre cas, ces décideurs peuvent ne pas être à la hauteur de leurs tâches par simple incompetence à cause du favoritisme et de la politique des clans et du bon voisinage. Je sais, cela n'échappe à personne, mais il faut l'écrire pour les décideurs qui pensent autrement. Ces décideurs qui se montrent comme des anges mais avec une âme de diable.

Chers concitoyens retraités, moi comme M. Kamel Mamer



(NDLR : auteur du «libre débat» du 11 avril 2017), je veux aller un peu plus loin en évoquant un sujet relatif aux caisses des mutuelles avec ma question : à qui profitent nos cotisations ? A ma connaissance, toutes les prestations et les avantages de ces caisses ne sont qu'un écrit noir sur un papier blanc. Ma question s'adresse à tous les retraités : qui parmi eux a bénéficié de la retraite complémentaire à ce jour ?

Où est l'assistance aux retraités d'un âge avancé ?

Comme sous d'autres cieux où le rôle de la Sécurité sociale est de sécuriser en particulier les retraités affaiblis par leur âge et leur santé, où est-elle cette assistance aux retraités d'un âge avancé, et tous les assurés sociaux en général qui cotisent pour être pris en charge ? Outre ces dénis des droits et cet acquis de la revalorisation annuelle des pensions qui chute d'une année à l'autre, cela suffit pour refléter l'image réelle de la meilleure sécurité sociale dans le monde, comme annoncée par Monsieur le directeur général de la Cnas. Le comble, sans même rougir ! Ce à quoi il faut ajouter ces SOS et ces appels aux âmes charitables à travers les quotidiens nationaux. Y a un adage qui dit : «A beau mentir qui vient de loin.» Alors quand on ne vient pas de loin, il ne faut pas mentir. Ma seconde observation pour attirer l'attention des retraités et des assurés sociaux parmi lesquels il y a un bon nombre qui n'est pas au courant du fameux «Fonds de péréquation des œuvres sociales»

(FNPOS) et tous les avantages pour les prêts sociaux et les aides sociales : c'est aussi et tout simplement un écrit noir sur un papier blanc. Une autre question : à qui profitent ces sommes colossales déduites des cotisations de sécurité sociale au profit du FNPOS ? A la fin, il n'y a que le fleuve de la honte à traverser pour tous les mensonges. A la fin, il n'y a pas de sincérité dans notre système de politique sociale ; par contre, que des inégalités croissantes et injustes qui semblent bien couvertes et encouragées par l'UGTA et la FNTR.

Chers concitoyens, dans notre monde où il est difficile d'être juste, ayons cette grandeur d'âme qui consiste à accepter cette injustice pour éviter d'être nous-mêmes injustes pour une Algérie meilleure pour la nouvelle génération, «nos enfants». Avec conviction et l'espoir de lire vos contributions dans le sens des points communs. A bons ententeurs ! Il est temps de concilier justice et liberté. Si cet échec perdure, c'est l'échec de l'avenir du pays, de notre Algérie.

Saïd Belhout

COURRIER DES LECTEURS

Mutuelle de l'industrie du pétrole (MIP)

Lecteur assidu de votre rubrique «Le Soir Retraite», je viens par la présente encore une fois solliciter votre support et votre orientation concernant la MIP. En effet je suis retraité du secteur pétrolier (ENGTP) depuis août 2013, mais à ce jour, je n'ai pas touché un sou de la MIP.

Malgré des correspondances envoyées (accusés de réception à l'appui) à la MIP Chéraga (Alger), aucune suite/réponse ne m'a été donnée à ce jour. Par conséquent, je m'adresse à votre rubrique afin de me fournir tous les renseignements nécessaires concernant le dossier à fournir et à qui et où le donner. Aussi, prière de m'indiquer si j'ouvre droit également à un rappel de la MIP depuis la date effective de ma retraite (août 2013).

En attendant une réponse de votre part, mes salutations distinguées.

Maâmar Osmani

RÉPONSE : Si vous avez versé régulièrement et durant toute votre carrière votre contribution mensuelle à la MIP, il n'y a aucune raison que vous n'ayez pas droit à une retraite complémentaire. Visiblement, de nombreux retraités adhérents à la MIP se trouvent dans la même situation. Nous suggérons que ces retraités interpellent directement le ministère en charge de la Sécurité sociale — «tutelle» des mutuelles —, afin que ce dernier demande à la MIP d'assumer ses missions en direction de ses adhérents. Ce même ministère est habilité aussi à saisir l'Inspection générale des finances (IGF) afin qu'une enquête approfondie puisse être menée sur la gestion de la MIP.

A propos des avantages accordés aux retraités moudjahidine

Dans votre dernier numéro, vous reproduisez la nouvelle «loi» sur la retraite ou l'ancienne réaménagée... à vrai dire je n'en sais pas trop.

Ce qui me paraît extravagant c'est que cette loi corrigée date de 2016 et y on lit ceci pour les ayants droit : «Le moudjahed peut bénéficier d'une pension de retraite dès l'âge de 55 ans.

Il peut, à sa demande exclusive, être admis à la retraite sans condition d'âge s'il peut prétendre à une pension au taux de 100%.»

Du 5 juillet 1962, date officielle de l'indépendance du pays, à décembre 2016 — on a quelque chose comme 54 ans et 6 mois — et on parle de moudjahidine ayant 55 ans en 2017.

Le 5 juillet 2017 on aura 55 ans d'indépendance, fin des hostilités, fin du DJIHAD... Drôle de coïncidence... ou manque d'imagination au moment où l'on a écrit ce «texte»? Je vous laisse le soin de faire les commentaires. Un retraité dépit.

Mohamed-Larbi Gourari,
Es-Senia, Oran

RÉPONSE : C'est une disposition qui figure dans la législation en vigueur et dont les retombées financières sont à la charge du budget de l'Etat. Les moudjahidine, qui avaient 20 ans à l'indépendance, sont âgés de 75 ans en 2017, pour ceux qui sont toujours en vie, et pour ceux qui ont été salariés, tous sont retraités. Donc cette disposition est «caduque» dans le sens où il n'y a plus de nouveaux retraités bénéficiant du statut de moudjahed.

Retraite avant 60 ans

Bonjour. J'ai reçu ma pré-notification, mais mon employeur veut me maintenir encore quelque temps. Et pour ne pas perdre mon droit à la retraite, je veux savoir ce que prévoit la réglementation sur ce cas (période de maintien).

Un lecteur

RÉPONSE : La pré-notification attribuée par la CNR n'a pas une durée de vie illimitée. Si ce lecteur veut continuer à bénéficier des dispositions de la retraite avant 60 ans (proportionnelle ou sans condition d'âge), il a intérêt au plus vite à compléter son dossier auprès de la CNR par l'attestation de cessation de paiement que doit lui délivrer son employeur.

REVALORISATION ANNUELLE DES PENSIONS DE RETRAITE
Annonce du ministre en charge de la Sécurité sociale

Lors d'une visite dite «d'inspection et de travail» dans la wilaya de Mostaganem, le dimanche 16 avril 2017, le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale a annoncé que le 1^{er} Mai prochain, les retraités de la CNR bénéficieront de la revalorisation annuelle de leur pension au titre de 2017. C'est le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* (édition du mardi 18 avril 2017) qui a publié l'information, rapportée aussi par *Le Quotidien d'Oran* du même jour. Elle n'a pas été démentie depuis.

Quelques jours plus tard, *El Watan* (édition du 22 avril 2017) précise que le gouvernement a décidé de surseoir à l'annonce de cette revalorisation et de la reporter après les élections législatives du 4 mai, craignant que le taux très faible qui serait arrêté dissuade les électeurs retraités, au nombre de 3 millions, d'aller voter. Là aussi, le ministère concerné ne dément pas cette dernière information. C'est le flou total pour les retraités.

Pour rappel, dans «Le Soir Retraite» du mardi 21 mars, nous nous interrogeons : «Au vu de la situation financière de la CNR, y aura-t-il, le 1^{er} Mai prochain, une revalorisation des pensions de retraite ?» Aujourd'hui, nous avons la réponse : c'est non, malheureusement !

Djillali Hadjadj